

La République nouvelle selon de Gaulle (1965)

« Depuis sept ans, après son effondrement devant l'abîme de la guerre civile et l'imminence de la faillite économique et monétaire, commença la marche en avant, par l'adoption d'institutions stables et efficaces, la coopération remplaçant la colonisation, le développement planifié, au profit de tous les Français, de notre économie, de notre équipement, de notre enseignement, de notre capacité scientifique et technique, bref, l'impulsion dans tous les champs d'action ouverts à nos forces vives ; au-dehors, par une politique d'indépendance et d'équilibre, l'action menée partout en faveur de la paix, notamment en Asie où sévit une absurde guerre¹, l'effort entrepris pour recoudre notre continent déchiré, d'une part en poursuivant l'organisation de l'Europe occidentale, d'autre part en nouant avec les pays de l'Est des rapports multipliés, la présence, l'influence, la culture françaises s'affermissant dans toutes les parties de la terre.

« Est-ce parfait ? Est-ce complet ? Bien sûr que non ! puisqu'il s'agit d'une œuvre humaine. Mais cette œuvre-là, qui s'appelle le salut et le début de la rénovation, peut bien être décriée par les champions de la décadence. Elle n'en est pas moins évidente et reconnue du monde entier. Cependant, il faut qu'elle se développe et s'élargisse davantage encore.

« Oui ! La République nouvelle veut que le peuple lui donne demain, plus tard et toujours, une tête qui en soit une et que l'homme ainsi mandaté pour répondre du destin, notamment dans les jours graves, porte lui-même ses responsabilités.

« Oui ! La République nouvelle veut que notre pays continue d'avancer dans la prospérité, comme le prévoit la loi du Plan, de telle façon que les revenus de tous les Français s'accroissent avec le produit national, sur la base d'une économie concurrente de celle de tous les autres, d'une monnaie inébranlable et de budgets équilibrés.

« Oui ! La République nouvelle veut que la France, tout en restant l'alliée de ses alliés et l'amie de ses amis, ne pratique plus, vis-à-vis de l'un d'eux², une subordination qui ne serait pas digne d'elle et qui pourrait, en certains cas, la jeter automatiquement dans des conflits qu'elle n'aurait pas voulus.

« Oui ! La République nouvelle veut doter la France d'un armement nucléaire, parce que quatre autres États³ en ont un et que cela n'excède pas ses moyens, parce que, tout le monde sachant qu'elle ne menace personne, un pareil instrument revêt, pour sa défense, un caractère de dissuasion incomparablement efficace par rapport au système d'autrefois, parce qu'il ne nous coûte pas plus cher et nous permet de réduire de moitié la durée du service actif, enfin parce qu'à notre époque, atomique, électronique et spatiale, nous ne devons pas nous priver de tout ce que la recherche, la science, la technique, l'industrie françaises tirent et tireront, quant à leurs progrès et à leur activité, de cette nécessaire entreprise.

« Oui ! La République nouvelle, qui a déployé pour l'union de l'Europe occidentale de grands et incessants efforts en partie couronnés de succès, veut que l'édifice s'achève dans des conditions équitables et raisonnables ; que l'agriculture française entre dans le Marché commun effectivement et sans que, par la suite, quelque commission dite supranationale et quelque règle de la majorité puissent remettre tout en cause ; que, s'il s'agit un jour de bâtir une organisation politique des Six, la France ne risque pas, par l'effet de cette même procédure, d'être entraînée, sur notre continent, dans une action dangereuse et qu'elle n'approuverait pas [...] »

Charles de Gaulle, *Discours et Messages*, t. 4, Paris, Plon, 1970, p. 404-405.

Le 30 novembre 1965, dans la première de ses deux interventions à la veille du premier tour des élections présidentielles, le général de Gaulle dresse un bilan de sa politique et définit les orientations de la V^e République : autorité du chef de l'État, croissance de l'économie et des revenus, indépendance extérieure fondée sur la force nucléaire, union de l'Europe des Six sans supranationalité.

¹ La guerre du Vietnam.

² Les États-Unis.

³ Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et la Chine.